

Montée des couleurs nationales : La Présidence du Faso sacrifie pour la deuxième fois consécutive à la tradition

Page 6

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°323 du jeudi 9 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 13.

Assemblée générale des délégués des commerçants de Rood Woko : Bilan d'un an d'activités

Page 4



48 heures de solidarité Sourou- Nayala: Paul Kaba Thiéba reçoit l'onction des populations autour de l'union sacrée du Sourou et du Nayala

Page 7



Journée internationale de la femme 2017 : Engager la responsabilité des communautés dans la lutte contre l'exclusion sociale

Page 9



Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



ACTU RÉGION

Centenaire de la naissance de Monseigneur Youghbaré: quatre jours de prière et de communication pour marquer l'événement

Région du Centre-Est

Le colloque international sur Mgr Dieudonné Youghbare, organisé par Mgr Séraphin Rouamba et l'église famille de Dieu de Koupéla, s'est ouvert depuis le 16 février, date du centième anniversaire de la naissance de Mgr Dieudonné Youghbaré. La cérémonie de clôture a eu lieu ce dimanche 19 février à la Cathédrale Notre Dame des Grâces de Koupéla.



Selon Mgr Séraphin Rouamba, successeur de Mgr Dieudonné Youghbaré..

« Nous avons vu son étoile. » C'est ce thème qui a permis aux participants de revisiter la vie et la personne de Mgr Dieudonné Youghbare à la manière du Christ : « pour vous qui suis-je ? ». Ce fut la belle orientation qu'a donnée le président de la messe d'ouverture, le Cardinal Philippe Ouédraogo. Cette cérémonie de clôture dudit colloque a été marquée par la célébration d'une grande messe

à la Cathédrale Notre Dame des Grâces de Koupéla, présidée par Mgr Séraphin Rouamba, Archevêque de de l'archidiocèse de Koupéla.

Notons que le colloque a connu l'implication, par leur présence, les autorités civiles, militaires, religieuses et coutumières. Certaines institutions de l'état ont été également présentes, sans oublier les hôtes venus d'Italie,

d'Allemagne, de la Cote d'Ivoire pour la circonstance, donnant à ce colloque son caractère international. Selon Mgr Séraphin Rouamba, successeur de Mgr Dieudonné Youghbaré, ce pasteur a beaucoup travaillé pour Dieu durant toute sa vie et son âme restera toujours au fond du cœur des fidèles catholiques. « Nous retenons de lui, l'image d'un serviteur du Christ et des hommes dont les principes cardinaux étaient

La suite à la page 3.



ACTU RÉGION

La suite de la page 2.

l'accueil constant et la volonté de Dieu en toute circonstance.»

Durant ces quatre jours, les assises ont exposé la vie de l'homme, Dieudonné Yougbaré, dans son cadre familiale, social et culturel de Koupéla. Les récits sur le temps de



Le Père Paul Béré est Jésuite burkinabé.

sa retraite à Bagré ont relevé que le choix du lieu avait entre autres intentions de faire de la place à son successeur. Ce pasteur qui vivait en retraite continuait d'être tout pour tous car des centaines de visiteurs continuaient de le rejoindre. Selon le Père Paul Béré : « S'il reste encore bien de choses à étudier sur sa famille aussi bien restreinte que large, on retient que le cadre familial chrétien et l'école cléricale qui le forma, firent une terre favorable à l'éclosion de sa vocation à une vie toute donnée.»

Depuis la mort de Mgr Dieudonné Yougbaré, le lien ne s'est pas rompu entre lui et ceux qui l'ont connu. «Des pèlerinages personnels se font pour lui rendre visite à sa demeure de Binatenga, sanctuaire gardant la mémoire



Les participants.



Béatrice Damiba est une journaliste à la retraite et âgée de 65 ans.

des premiers missionnaires qui lui servirent de modèle.» A ajouté Mgr Séraphin Rouamba.

Amédée W. SILGA

silgamedee@yahoo.fr



Assemblée générale des délégués des commerçants de Rood Woko : Bilan d'un an d'activités

Région du Centre

Les délégués des commerçants du grand marché rood woko ont tenu une assemblée générale le mardi 21 février 2017 à Ouagadougou.



C'est avec un grand intérêt que les commerçants ont suivi le bilan dressé par leurs délégués.

Un an après leur installation, les délégués des commerçants du grand marché rood woko se sont réunis le mardi 21 février 2017 à Ouagadougou pour faire le bilan des différentes activités. Le responsable des délégués du grand marché de rood woko, Halidou Sanfo a exprimé sa satisfaction par rapport au bilan de leurs activités. Selon Halidou Sanfo l'instauration de concertation entre l'administration dudit marché a permis la résolution de certaines préoccupations des commerçants

parmi lesquelles : « l'éclairage du marché, la surveillance en nombre suffisant des vigiles, le ramassage des ordures, l'horaire de la fermeture du marché. Concernant l'éclairage, les commerçants ont pu obtenir un branchement d'électricité à prix promotionnel grâce aux actions des délégués. Quant à la surveillance, il a précisé que le comité de surveillance avait été mis en place au moment où le phénomène des incendies était récurrent. A cela s'ajoute le dédommagement des commerçants sinistrés du 25 et 26 décembre 2015 a-t-il affirmé.

La coopération entre les délégués et une structure optique a permis aux commerçants de bénéficier de test visuel gratuit et de la dotation de verres correcteurs à prix social. Il a aussi souligné que certains commerçants victimes de vol attendent une solution pour leur dédommagement. Les délégués ont souhaité que les autorités communales forment certains de leurs membres en sécurité incendie pour parer d'éventuel cas.

En rappel, c'est suite à l'incendie intervenu au grand marché rood woko en 2013 à Ouagadougou, que la mairie centrale a pris

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

l'initiative d'installer en 2009 après la rénovation du marché des délégués en son sein pour une meilleure gestion de dudit marché a indiqué le responsable des délégués du marché. Mais ce n'est qu'en 2016 que les délégués des commerçants du grand marché rood woko ont été installés dans leur fonction a vu le jour selon M. Sanfo.

Halidou Sanfo estime que le bilan est satisfaisant, cependant il estime que beaucoup de chose restent à faire, par exemple l'instauration d'une journée de salubrité car les ordures constituent de véritables sources de catastrophes.

Dorothee HIEN pour SCI



Le responsable des délégués des commerçants du grand marché Rood Woko, Halidou Sanfo a exprimé sa satisfaction par rapport aux différents acquis engrangés.



SALON INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DE OUAGADOUGOU

Thème:



**COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET
CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE**

**05 au 07
Mai
2017
AU SIAO**

- Débat-télévisé
- Exposition
- Conférences-débats
- Soirée de gala

Au programme

INNOVATIONS SIERO 2017 :



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Montée des couleurs nationales : La Présidence du Faso sacrifie pour la deuxième fois consécutive à la tradition

Région du Centre

Le personnel de la Présidence du Faso, a procédé à la montée des couleurs nationales le mardi 07 mars 2017 sous la présidence du chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.

Pour la deuxième fois consécutive, le personnel de la Présidence du Faso a procédé à ce qui est devenu une tradition au sein de l'Institution, à la montée des couleurs nationales. Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, entouré de ses plus proches collaborateurs et du personnel civil et militaire, a en effet présidé la cérémonie de ce mardi. A 07 heures 30 minutes, le chef de l'Etat arrive sur le perron du bâtiment central de la Présidence du Faso. Le Lieutenant Lewis TOE, Commandant de troupes lui présente les effectifs. Ensuite, deux sous-officiers s'avancent à pas bloqués au pied du mat. La fanfare de la Gendarmerie nationale exécute l'Hymne national qui permet aux deux sous-officiers de hisser le drapeau jusqu'à la cime du mat.



Montée des couleurs nationales.

Fin de la cérémonie, annoncée par le Commandant de troupes au chef de l'Etat. Instituée pour être exécutée chaque premier mardi du mois, la cérémonie de montée des couleurs constitue un acte fort de patriotisme et une symbolique de la culture de l'Etat-Nation. La première montée des couleurs a eu lieu le mardi 07 février 2017. En plus du personnel civil et militaire officiant à l'interne, tous les services rattachés de l'Institution y participent.





ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Insécurité dans le Soum : Le gouvernement rassure les populations

Région du Centre

Une mission gouvernementale composée du Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré et du Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Jean-Martin Coulibaly, s'est rendue le lundi 06 mars 2017 dans la province du Soum. La délégation conduite par Simon Compaoré a présenté ses condoléances aux familles de l'enseignant, feu Salifou Badini et de feu Issa Douramani Tamboura (parent d'élève), visité le commissariat de Tongomayel et échangé avec les forces vives de la province du Soum, les enseignants ainsi que les forces de Défense et de Sécurité.



Le ministre de l'Etat et le ministre de l'Education présentant leurs condoléances aux familles des défunts.

Le vendredi 3 mars dernier, deux individus non encore identifiés, ont abattu un enseignant du nom de Salifou Badini dans son école à Kourfayel et un parent d'élève (Issa Douramani Tamboura). Face à cette barbarie, le gouvernement n'est pas resté insensible. En effet, ce 06 mars 2017, des émissaires se sont rendus dans les familles des deux victimes, pour leur adresser la compassion des plus hautes autorités du pays. Simon Compaoré et sa suite ont aussi visité l'école de Kourfayel et le commissariat de police de Tongomayel qui ont subi

des attaques. Au commissariat de police, la mission gouvernementale a eu des échanges avec le personnel pour remonter son moral. « Dans les jours à venir des actions seront entreprises pour permettre à l'Administration de toujours fonctionner. Les bâtiments seront réhabilités rapidement et également au niveau de la logistique quelque chose sera fait », a dit le ministre de la sécurité.

Après Tongomayel, les ministres Simon Compaoré et Jean-Martin

Coulibaly ont échangé avec les forces vives de la province du Soum dans la salle des fêtes de la mairie de Djibo. Toutes les interventions ont eu pour socle, la volonté de fédérer les énergies pour accompagner les forces de défense et de sécurité dans leurs missions de protection des personnes et de leurs biens. « Des propositions ont été faites et nous retenons la disponibilité des forces vives notamment les coutumiers, les religieux et la société civile prêtes à apporter leurs contributions pour que le

La suite à la page 8.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.



Les autorités en face de la population de Djibo.

travail puisse se faire de façon correcte à la grande satisfaction des populations, des fonctionnaires qui travaillent dans ces différentes localités que nous avons eu à visiter », a déclaré Simon Compaoré. A la suite de cette rencontre, le Ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation a échangé avec les enseignants pour écouter leurs préoccupations et attentes particulières. Il les a rassurés de la disponibilité du gouvernement à vaincre le mal qu'est le terrorisme. Avant de quitter Djibo, la mission gouvernementale a rencontré les forces de défense et de sécurité pour leur transmettre le message d'encouragement du Président du Faso, du Premier ministre et de tout le peuple. « Dans cette phase difficile, il leur est demandé beaucoup de sacrifices et d'engagements. Et je crois, que le message est passé et entendu. Nous repartons donc confiant que notre déplacement n'a pas été inutile. Nous ferons ce qui est de notre devoir. Nous demandons surtout l'accompagnement de la



Les participants.

population pour atteindre nos objectifs », a conclu le chef de la délégation, Simon Compaoré. Notons que les membres du gouvernement étaient accompagnés dans cette sortie par le Chef d'Etat-Major Général des Armées, le Directeur Général de la Police Nationale, le Gouverneur de la Région du Sahel

et des autorités administratives, politiques, militaires et paramilitaires de la région.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Journée internationale de la femme 2017 : Engager la responsabilité des communautés dans la lutte contre l'exclusion sociale

Région du centre

Le Burkina Faso célèbre cette année la 160^{ème} Journée internationale de la femme sous le thème « La valeur morale de la personne humaine : responsabilité des communautés dans la lutte contre l'exclusion sociale des femmes ». Ce thème vient renforcer celui retenu par les Nations unies, à savoir, « Les femmes dans un monde du travail en évolution : une planète 50 – 50 d'ici à 2030 ». Une thématique qui interpelle les Etats à prendre des mesures pour assurer la protection des droits des femmes, notamment à travers leur autonomisation économique tout en y incluant la réduction de l'écart salarial entre hommes et femmes, qui se situe à 24% à l'échelle mondiale.



Ministre de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille.

Historiquement la journée internationale de la femme, célébrée chaque année le 8 mars, puise ses racines dans la lutte que mènent les femmes depuis des siècles pour leur épanouissement notamment celle des Parisiennes pendant la Révolution française de 1749, qui ont marché sur Versailles, demandant « liberté, égalité, fraternité » pour exiger le suffrage des femmes.

Du thème du 8 mars 2017 au Burkina Faso

En choisissant d'axer la commémoration du 8 mars 2017 sur le thème de « la

valeur morale de la personne humaine : responsabilité des communautés dans la lutte contre l'exclusion sociale des femmes », le Burkina Faso place au centre des préoccupations majeures, l'épineuse problématique de la valorisation de l'image de la femme dans la société traditionnelle et son implication dans le développement du pays. Dans le contexte socioculturel

africain, où les personnes âgées sont considérées comme une somme de connaissances et d'expériences utiles pour la jeune génération, on assiste à leur exclusion sociale. Ainsi, chaque année, dans différentes localités du pays, des personnes âgées, majoritairement des femmes, sont chassées de leur foyer et/ou de leur famille et bannies de leurs communautés. Des femmes du troisième âge, sont souvent

accusées d'être des sorcières ou des « mangeuses d'âmes » et par conséquent coupées de tout lien avec le reste de leurs familles et de leurs villages, après avoir subi des traitements inhumains et dégradants.

Des chiffres qui font frémir

Les statistiques en matière d'exclusion sociale pour faits de sorcellerie donnent un tableau

La suite à la page 10



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

plutôt sombre. En septembre 2015, le centre Delwendé de Tanghin enregistrerait en son sein 255 personnes victimes d'exclusion sociale dont 250 femmes ; la Cour de solidarité de Paspanga à la même date, abritait 82 femmes victimes d'exclusion sociale. Au 17 décembre 2016, 926 personnes pour la plupart des femmes, victimes d'exclusion sociale ont été enregistrées dans 13 centres d'accueil et cours de solidarité et seulement 61 sont retournées dans leurs familles respectives.

En plus de ces cas spécifiques à l'exclusion par allégation de sorcellerie, on peut noter les cas d'exclusion de filles en difficulté, bannies ou chassées pour avoir pris une grossesse ou pour avoir refusé un mariage forcé. A titre d'exemple, en ce qui concerne l'exclusion des filles pour raison de grossesse, l'Hôtel Maternel de Ouagadougou en a accueilli et hébergé 205 sur la période de 2007 à 2016. On enregistre également des cas de femmes exclues socialement pour refus du lévirat.

La réaction du gouvernement pour y remédier

Face à cette situation où les droits humains les plus fondamentaux sont bafoués et la dignité humaine sérieusement remise en cause, il est de la responsabilité de tous les acteurs de lutter contre ce phénomène. Dans cette optique, le Gouvernement burkinabè a pris des mesures visant à combattre ces exclusions à travers la création d'un Secrétariat d'Etat en charge de la lutte contre l'exclusion sociale,

l'accompagnement des structures d'accueil de ces femmes, la sensibilisation des populations sur les dangers du phénomène. A cela s'ajoute l'adoption de la loi n° 061-2015/CNT du 06 septembre 2015 portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes, et celle de la loi n°024-2016/AN du 17 octobre 2016 portant protection et promotion des droits des personnes âgées.

Cultiver les valeurs de tolérance et de solidarité

En plus de ces mesures, des actions de changement de mentalité et de comportement ont été menées. La réflexion sur le thème du 8 mars 2017 dans notre pays, permettra aux acteurs (communautés coutumières, religieuses, société civile, partenaires techniques et financiers, Etat) de définir la responsabilité des communautés dans la lutte contre l'exclusion sociale des femmes et de dégager des propositions de solutions pour promouvoir l'abandon de cette pratique.

Deux sous-thèmes seront abordés au cours des réflexions. Il s'agit de la « lutte contre l'exclusion sociale des femmes : Rôle des acteurs » et « quelles sont les stratégies pour une meilleure réinsertion sociale des femmes accusées de sorcellerie au sein de leurs communautés ? »

Au regard du thème, plusieurs activités sont prévues à l'occasion de cette 160ème Journée internationale de la

femme. Il s'agit entre autres de séances d'information, de plaidoyer, de sensibilisation et de conscientisation à l'endroit du public, en vue de venir à bout de ce phénomène. Le clou de la célébration au niveau national sera la cérémonie commémorative officielle à Ouagadougou, présidée par l'épouse du président du Faso, Madame Sika KABORE. La solidarité humaine étant un lien fraternel et une valeur sociale importante qui unissent le destin de tous les hommes, la commémoration de cette journée sera une fois de plus l'occasion d'expression d'actes de solidarité et de compassion aux personnes exclues et vulnérables, notamment à travers des visites aux structures d'accueil des personnes victimes d'exclusion sociale pour réaffirmer le soutien du gouvernement burkinabè à leur endroit.

La célébration de la journée internationale de la femme par le Burkina Faso, offre l'occasion de dresser le bilan des progrès accomplis dans la promotion de l'égalité du genre. Elle permet aussi de passer en revue les difficultés que les femmes doivent surmonter dans la société et les moyens à mettre en œuvre pour améliorer leur condition.

C'est depuis 1998 que les autorités burkinabè ont inscrit la commémoration de la journée internationale de la femme comme évènement majeur dans notre pays.

Ministère de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**
Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Communiqué de presse

Région du Centre

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Madame Hadizatou Rosine COULIBALY SORI a procédé, le vendredi 03 mars 2017 à son cabinet, à la signature de deux (02) accords de financement avec le Représentant Résident de la banque mondiale au Burkina Faso, Monsieur Cheick F. KANTE.



Le premier accord est relatif au financement du projet e-Burkina à travers un prêt de 20 millions de dollars US soit environ 11 milliards de FCFA. L'objectif de ce projet est d'améliorer la capacité et l'utilisation des TIC par les administrations publiques et les agences pour (i) la fourniture d'informations et de services électroniques et (ii) la promotion de l'entrepreneuriat dans l'économie numérique, avec un accent particulier sur l'agriculture et les zones rurales. Prévu pour durer six (06) ans, le projet sera exécuté jusqu'en juin 2022, sous la tutelle technique du Ministère du Développement de l'Economie Numériques et des Postes. Le second accord est relatif au financement du Projet d'appui à la modernisation du secteur des transports et de facilitation du commerce (PAMOSSET-FC). Le montant du prêt est de 20 millions



A la signature des deux(02) accords de financement.

de dollars US, soit environ 11 milliards FCFA. L'objectif du PAMOSSET-FC est d'améliorer l'efficacité et la sécurité des services de transport sur la section burkinabè du corridor de transport routier Ouagadougou – Abidjan. Le PAMSOET-FC sera mis en

œuvre jusqu'en juin 2022 sous la tutelle technique du Ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière (MTMUSR).



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Droits humains et promotion du civisme : Le ministère veut améliorer sa collaboration avec les Organisations de la société civile

Région du Centre



Séance de travail.

Le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique (MJDHPC) organise les lundi 6 et mardi 7 mars 2017 dans la salle de conférence de l'Immeuble Simporé, un atelier de validation de l'étude d'évaluation de ses appuis aux Organisations de la société civile (OSC). Les travaux ont été ouverts par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO.

L'objectif de l'étude d'évaluation est de mettre à la disposition du

MJDHPC, un document qui analyse et évalue ses différents appuis, tout en indiquant les perspectives pour une meilleure collaboration avec les OSC œuvrant dans le domaine des droits humains et de la promotion civique.

En outre, il ressort de l'expérience du partenariat, notamment à l'occasion des différentes journées de concertation entre le MJDHPC et les OSC, qu'il y a lieu de repenser la forme de collaboration, les différents critères d'appuis ainsi que les montants de l'appui financier.

Selon Mme Julie YONLI, Directrice

du partenariat à la Direction générale de la promotion des droits humains, (DGPDH), l'étude couvre la période de 2011 à 2015. Elle a concerné un échantillon de 170 OSC partenaires et non partenaires, dont 50 dans la région du Centre et 10 par région enquêtée. Quant aux structures techniques, il s'agit des 12 Directions régionales des droits humains et de la Promotion civique (DRDHP) et de 10 directions techniques du ministère.



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Un Chargé de coordination de projets jeunesse (H/F)

Description

Nous recherchons pour le département Communication et Développement

UN CHARGE DE COORDINATION DE PROJETS JEUNESSE (H/F) :

Basé à Paris 17ème

Présentation du Service Jeunesse et Solidarité : Le Service Jeunesse et Solidarité a pour vocation de sensibiliser les jeunes en milieu scolaire et parascolaire sur le fléau de la faim dans le monde et de les impliquer concrètement dans une action de solidarité, en leur montrant que l'on peut s'engager quel que soit son âge et ses moyens. Les projets mis en place par le Service (la Course contre la Faim et un Dessin contre la Faim) permettent chaque année de sensibiliser 300.000 élèves dans 1.500 établissements et de collecter des fonds (3,8 millions d'euros en 2016) pour soutenir les programmes de l'association dans le monde entier.

Mission : Au sein d'un service composé de 13 personnes (dont 8 en régions) et sous la supervision de la Responsable du Service, le Coordinateur de Projets Jeunesse sera en charge de développer, promouvoir et mettre en œuvre le projet Un Dessin contre la Faim (DCF), de coordonner la mise en œuvre de la Course Contre la Faim en Ile de France, et

d'apporter un support au RDS sur des activités transverses du Service. Plus précisément vos activités seront les suivantes :

Développer, promouvoir et mettre en œuvre le projet Un Dessin contre la Faim – DCF

Définir et mettre en œuvre la stratégie de prospection de nouveaux établissements et de fidélisation des établissements participants

Gérer la collecte des dons : enregistrement et suivi en lien avec le Service Gestion Relations Donateurs

Piloter le suivi logistique de l'opération avec les partenaires

Superviser l'activité produite par les bénévoles réguliers dédiés à ce projet

Contribuer à l'élaboration des supports pédagogiques p r i n t / w e b / d i g i t a u x

Manager les assistants projets Jeunesse IDF

Définir et mettre en œuvre la stratégie de prospection CCF sur la zone IDF

Recruter, former, manager au quotidien et évaluer les assistants projets Jeunesse

Etablir les plans d'action individuels

Définir la stratégie et le développement du recrutement des bénévoles en IDF

Co-organiser la Grande Course de Paris

Animer des séances de

sensibilisation dans les établissements pour la CCF

Apporter un soutien au RDS sur des activités transverses du Service : Analyses, bilans, projets transverses

Produire, analyser et partager des éléments statistiques sur les projets du service

Evaluer les projets Jeunesse, produire des bilans nationaux et rédiger des recommandations

Contribuer à la réflexion sur la stratégie de recrutement et de formation des bénévoles au niveau national et la mettre en œuvre

Développer la Communication et le Marketing autour des projets du service

Créer et mettre à jour régulièrement les modes d'emploi internes des projets du service

Créer et mettre à jour régulièrement une base de données de communications types pour les projets du service (emails/courriers)

Participer à la création de la formation des bénévoles et mettre à jour les outils

Profil recherché : Titulaire d'une formation commerciale, communication événementielle ou en gestion de projet, vous justifiez d'au moins deux années d'expérience professionnelle en gestion de projet, idéalement acquise dans le domaine de l'Education au

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

Développement et à la Solidarité
Internationale (EADSI).

Manager aguerri, vos capacités
de formateur sont démontrées
et vous avez à cœur de faire
monter en compétence et de
responsabiliser vos équipes.

Une expérience réussie en
encadrement de bénévoles,
ainsi que la connaissance
du milieu de l'éducation,
idéalement acquise auprès de
jeunes publics, sont un plus.

Possédant une appétence pour
les statistiques, vous avez su
développer un sens de l'analyse
et une excellente capacité à
produire des recommandations.
Force de proposition, vous
savez faire preuve d'autonomie
et d'initiatives. Votre sens
de l'écoute et votre aisance
dans la prise de parole vous
permettent de vous adapter

à des publics différents.

Excellente maîtrise du Pack
Office et excellentes qualités
rédactionnelles exigées.

Statut : Cadre- CDD
9 mois - Temps Plein

Conditions Salariales : De 32
à 35 K€ bruts annuels sur 13
mois selon expérience, 21
jours de RTT, titres restaurant
à 8 € (prise en charge à 60%
par ACF), complémentaire
santé (prise en charge à 80%
par ACF), remboursement
50 % transport en commun.

Prisedeposte: Dès que possible

Conditions particulières et
aptitudes : Station assise
prolongée, expression
orale, travail sur écran,
contacts téléphoniques.

ACF est engagé dans une
politique d'emploi en faveur
des travailleurs handicapés.

Ville P a r i s

Fonctions Animation,
Formation, Communication,
C o o r d i n a t i o n ,
Gestion de projet

Activités Animation,
Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat C D D

Postuler en
ligne [http://recrutement.](http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2559/Un-Charg-de-Coordination-de-projets-Jeunesse-HF/)
actioncontrelafaim.org/
positions/view/2559/Un-
Charg-de-Coordination-
de-projets-Jeunesse-HF/

Date de fin de
validité 31/03/2017



Avis de recrutement

Poste: Chef de
Projet Protection

Description

ONG COOPI

COOPI est une organisation
non gouvernementale
italienne, indépendante et
indépendante et
laïque, engagée dans la lutte
contre les injustices sociales
et la pauvreté dans le Sud du

monde et dans la construction
d'un futur dans lequel soient
garantis pour tous des bonnes
conditions de vie, le respect
des droits et la parité des
opportunités. Depuis 1965,
COOPI a réalisé plus de 600
projets de développement et
interventions d'urgence dans 50
pays, employant plus de 30.000
opérateurs locaux et assurant
un bénéfice direct à plus de
50 millions de personnes. En

Afrique, en Amérique Latine,
en Asie et dans l'Europe de
l'Est, COOPI favorise l'accès à
l'eau et le droit à la santé et à
l'instruction des communautés
les plus pauvres. COOPI assure
aussi une assistance immédiate
et à long terme aux populations
touchées par les guerres ou
les catastrophes naturelles.

Le siège central de COOPI est
à Milan, Italie, mais pour la
réalisation des projets COOPI

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

s'appuie sur un réseau de sièges périphériques (régionaux et nationaux) dans les pays où ses activités sont plus importantes.

COOPI au Tchad

COOPI met en œuvre des actions humanitaires et de développement au Tchad depuis 1994. Les premières interventions ont été réalisées à l'Est et au Sud du Tchad. Avec le démarrage de la crise au Darfour, COOPI a renforcé progressivement ses projets le long de la frontière avec le Soudan et fut l'une des premières ONG déployées dans cette zone. COOPI a ensuite mené un certain nombre de projet dans d'autres régions du pays afin de répondre aux différentes urgences humanitaires.

Les principaux secteurs d'intervention actuels sont : la prise en charge de la malnutrition, la santé maternelle et infantile (dont les violences basées sur le genre), la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et le développement local.

En termes de bailleurs de fonds, COOPI travaille principalement avec la délégation de l'Union Européenne, ECHO et des agences onusiennes (UNFPA, FAO, PAM, UNICEF)

À présent, la structure de COOPI au Tchad est composée par :

un bureau de coordination des activités nationales / base, à N'Djamena ;

une base à Massakory dans

la région du Hadjer- Lamis ;

une base dans la région du Dar Sila, à l'Est du pays (Goz Beida) ;

une base en cours d'ouverture dans la région du Lac (Bol)

CONTEXTE ET ENJEUX DU POSTE

Le/la titulaire du poste sera basé(e) à Bol dans la base de COOPI. Le chef de projet pourra utiliser les équipements logistiques de COOPI selon les dispositions de la coordination logistique et de sécurité. Elle/Il sera tenu à suivre les règles du règlement pays pour le staff expatrié et le protocole de sécurité indiqué. Des déplacements sur le terrain devront s'effectuer régulièrement pour un suivi des activités du projet.

P R O J E T

Titre :

Protection de l'enfance et promotion des droits de l'enfant et réduction des VBG au Tchad

Les centres d'accueil pour les enfants orphelins ne reçoivent pas un soutien de l'Etat pour leur action. Il faut souligner que, aussi le Ministère de la justice s'appuie a ces structure lors de l'envoi des enfants en situation familiale difficile vers eux. Un autre problème qui ressort, pas seulement au niveau de N'Djamena mais dans le Pays entière, c'est la faible capacité de prise en charge psychosociale des mineurs vulnérables de la part de certaines structures d'accueil : faibles capacités techniques

et/ou de coordination des acteurs nationaux ; manque des ressources humaines et financières des acteurs étatiques qui empêchent leur travail journalier ; un manque de connaissance parmi la population de Ndjamenas sur l'importance et le respect des droits des enfants. Aussi, la faible connaissance des VBG à plusieurs niveaux devrait être une cause de plusieurs cas qui se commentent à l'échelle communautaire. Plusieurs cas de mariage d'enfants sont également enregistrés chaque année y compris la mutilation génitale dans certaines localités environnantes de Ndjamenas. Le système de prise en charge des OEV et des survivantes des VBG reste très faible : les réponses sont limitées et manquent d'une coordination entre les différents acteurs. Actuellement, l'Etat ne dispose pas de centres d'accueil dans la ville de Ndjamenas, pour combler à ce besoin, des structures locales et des Ong internationales ont créé des centres d'accueil, officiellement reconnues par le Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité National et de la Famille (MASSNF), notamment, Dieu Bénit, SOS Village, BETHANIE, AECPEM, APSOA. A présent, les actions de ces acteurs, n'assurent pas une réponse efficace pour la prise en charge des OEV et pour assurer leur réintégration familiale, réinsertion sociale et scolaire ou leur formation professionnelle. En plus, la capitale surpeuplée par rapport au milieux villageois est vue par

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

des enfants comme offrant une facilité d'accès aux services de base, d'où une destination d'un flux d'enfants, provenant des zones rurales, à risque de traite et de violations multiformes, qui souvent touchent le mêmes enfants: enfants privés de l'état civil, privés d'environnement familial, en conflit avec la loi et victimes des pires formes de travail, victimes de VBG, etc. Evidemment, les problèmes liés à des causes religieuses ou sociaux, ils ne peuvent qu'impliquer directement la communauté. Par conséquent, aussi la sensibilisation et la majeure connaissance par les autorités tchadiens est indispensable puisque la communauté puisse constater que l'attention sur ces sujets est important, d'abord, pour le monde politique.

Secteurs d'Activités :

P r o t e c t i o n

Responsable hiérarchique:

Chef de Mission

Objectif général:

Garantir la correcte mise en œuvre du projet ainsi que la gestion administrative, logistique et des ressources humaines.

Résultats attendus:

Bonne et correcte gestion et implémentation des activités prévues par le projet dans le respect des engagements pris avec les bénéficiaires et le bailleur de fonds.

Bon entretien relationnel et

institutionnel avec tous les partenaires et les autorités.

Elaboration des rapports d'activités, narratifs et autres documents prévus par le projet.

Actions :

Superviser et coordonner les activités mises en place par le projet :

Assurer le respect et la bonne mise en œuvre de la planification des activités du projet dans la zone d'intervention en étroite collaboration avec le staff du projet et avec la Coordination ;

Superviser les tâches et les activités réalisées par l'équipe projet ;

Elaborer et actualiser les outils de monitoring (indicateurs et activités)

Collecter et/ou transmettre toutes les informations demandées par le Chef de Mission et/ou par la Coordination ;

Réalisation d'autres tâches spécifiques demandées par la Coordination de COOPI.

Représenter COOPI dans la région d'intervention / gestion des relations avec les partenaires:

Assurer les bonnes relations avec le partenaire de mise en œuvre, les bailleurs de fonds et avec les autorités locales, civiles, traditionnelles et la communauté pour la bonne réalisation du projet ;

Participer aux clusters éducation-protection et autres réunions / forums sectorielles

Assurer le reporting du programme :

Elaborer les documents opérationnels, outils, analyses, rapports et compte-rendu concernant la réalisation du projet ou nécessaires pour son bon déroulement et/ou requis par le bailleur de fonds et/ou la coordination ;

Superviser les activités administratives et logistiques relatives au projet en coordination avec les départements administratif/financier et logistiques ;

Assurer le respect des conditions contractuelles et des procédures du bailleur et de COOPI ;

Elaborer, actualiser les outils de suivi administratif et logistique : plan d'achat, fiche de monitoring financier en collaboration avec l'administrateur projet ;

Superviser la gestion administrative du recrutement et de l'embauche du staff local pour le projet en coordination avec l'admin projet ;

Superviser la correcte gestion financière et logistique du projet en collaboration avec l'administrateur et le logisticien ;

Organiser en collaboration avec l'admin projet et sous la supervision de l'Admin pays les audits du projet ;

Localisation et période d'activité:

Le Chef de projet sera basé à N'djamena, dans la base (maison/bureau) de COOPI, des déplacements dans la

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

zone d'intervention du projet seront effectués en ville. La période d'activité est définie par le contrat de travail.

PROFIL DU CANDIDAT ESSENTIEL

Etudes en Sciences Politiques, Développement ou Aide Humanitaire, droits des enfants ou domaines connectés;

Expérience professionnelle sur le terrain dans la coopération au développement/aide humanitaire et/ou dans la préparation des propositions de projet de minimum 2 ans, préférablement dans des pays Africains;

Connaissance du cycle de projet, du monde de l'aide humanitaire et de la coopération au développement;

Capacité à travailler en équipe et dans un environnement multiculturel;

Excellentes capacités relationnelles et de **communication**;

Bonne maîtrise des logiciels courants (Word, Excel, Power Point);

Excellente maîtrise de la langue française, écrite et parlée, et bonne connaissance de la langue anglaise;

Excellentes capacités relationnelles;

Sens de l'organisation et du travail en équipe, flexibilité;

Capacité de travailler sous pression, en autonomie et dans un milieu souvent non confortable;

Respect des valeurs/mi mission COOPI.

COMPLEMENT

Expériences de travail dans des pays d'Afrique francophones ou au Tchad;

Connaissance de l'arabe Tchadien;

Précédente expérience avec COOPI et connaissances de ses procédures.

A RETENIR : LE COOPERANT COOPI

COOPI intervient dans des situations de développement et de crises en milieux souvent défavorisées et difficiles à gérer.

Le coopérant COOPI doit être capable de prendre la bonne décision au bon moment.

Il sait lire et interpréter le contexte dans lequel il agit et qui se transforme souvent très rapidement. Il est capable de respecter les valeurs de l'ONG, d'établir relations

positives avec ses supérieurs, ses collègues et collaborateurs.

Le coopérant COOPI travaille habituellement dans un contexte multiethniques, qui exige de la souplesse et le respect de l'autre, soit il expatrié, personnel local, partenaire.

En considération du milieu difficile (isolement, climat) et des responsabilités, le coopérant Coopi doit posséder une réelle motivation, de l'énergie, une grande flexibilité et la disponibilité pour aller parfois au-delà des tâches programmées selon les besoins de la mission, en utilisant son expériences, son enthousiasme et son esprit d'équipe.

Ville B o l

Fonctions Coordination, **Gestion** de projet

Activités A u t r e

Pays Afrique, Tchad

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://www.cooopi.org/lavoro/chef-de-projet-protection-4/>

Date de fin de validité 15/03/2017

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

- **Poste :** T e c h n i q u e s
- **COMMERCIAL (H/F)** • Maîtrise des techniques de
- **Type d'offre :** **Emploi** vente (détecter les besoins,
- **Métier(s):** **Commerce/** argumenter, convaincre) ;
- **Ventes, Marketing** • Connaissance du secteur dans
- **Niveau(x):** **BAC+3** lequel notre Groupe évolue ;
- **Expérience:** **2 ans** • Connaissance des fonctions de
- **Lieu:** **ABIDJAN** base des outils de bureautique
- **Date de** (Tableur, traitement de texte) ;
- **publication:** **07/03/2017** • Connaissance des besoins
- **Date limite:** des clients du secteur
- 1 5 / 0 3 / 2 0 1 7** d'activité du Groupe ;
- **G R O U P E** • Maîtrise des techniques de
- CONNECT IEBS** prospections commerciales ;
- R E C R U T E** • Maîtrise des techniques
- C O M M E R C I A L** de négociation et de
- Description du poste gestion de litiges.
- Il/elle sera chargé(e) • Maîtrise des Méthodes
- de développer et fidéliser d'élaboration d'une offre ;
- un portefeuille clientèle de Grande Capacité
- sous la supervision de de négociation
- la Directrice Générale. **Savoir Être :**
- Profil du poste • Esprit commerçant
- **C o m p é t e n c e s** / Sens du service

- Curiosité
- Observateur
- Pugnacité
- Pro-actif (anticipé les besoins et les évolutions)
- Pratique de l'écoute active : questionnement (déterminer avec précision les besoins), reformulation (vérification de la compréhension d'un besoin exprimé par un tiers)
- Expression claire et agile
- Dossiers de candidature
- Merci de faire parvenir vos dossiers (CV, lettre de motivation avec prétention salariale, références) à : recrutement@groupeconnectiebs.com au plus tard le 15 Mars 2017
- A L'attention de Madame la Responsable des ressources humaines.



Avis de recrutement

- **Poste :** **TECHNICO**
- **C O M M E R C I A L** Assurer la prospection
- **Typed'offre:** **Freelance** et le suivi clientèle
- **Métier(s):** **Commerce/** Assurer et conduire toutes
- **Ventes, Communication** formes de négociations
- **Niveau(x):** **BAC+2** commerciales et marketing
- **Expérience:** **1 ans** des structures cooptées
- **Lieu:** **ABIDJAN** Assurer l'actualisation
- **Date de** des informations sur les
- **publication:** **07/03/2017** réseaux sociaux et sur
- **Date limite:** internet et les plateforme de
- 1 4 / 0 3 / 2 0 1 7** messageries professionnelles
- **EXSIG SARL** allouées à ce titre
- R E C R U T E** Dresser les plans d'actions
- TECHNICO COMMERCIAL** commerciales et leurs modes
- Description du poste d'exécution conformément
- Sous la responsabilité aux budget prévu à cet effet
- du Directeur informatique • Profil du poste
- vous serez chargé de: • Vous êtes titulaire
- du BTS ou BAC +2

- vous avez un excellent relationnel, vous êtes dynamique et motivé
- Vous êtes assez courageux et avez un goût particulier pour les challenges,
- Vous êtes homme ou femme et vous avez une bonne volonté d'apprendre et d'exceller dans le métier de commercial, ce poste vous correspond
- Dossiers de candidature
- CV + LM adressée au Directeur informatique à : recrutementexsig sarl@gmail.com



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Brenard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

04/03/2017 AU 11/03/2017 Groupe IV

1200 logement	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethania	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	25 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO